

**Convention collective**

IDCC : 8214. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE-ÉLEVAGE,  
MARAÎCHÈRES, HORTICOLES ET DE PÉPINIÈRES ET CUMA  
(MARNE)**

**ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX  
(MARNE ET AUBE)**

**(12 février 1991)**

(Etendue par arrêté du 25 juin 1991,  
*Journal officiel* du 18 juillet 1991)

AVENANT N° 58 DU 10 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0897001M*

IDCC : 8214

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Marne ;

Le syndicat des horticulteurs, maraîchers et pépiniéristes de la Marne ;

Les syndicats des entrepreneurs des territoires (EDT) de la Marne et de l'Aube ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Marne,

D'une part, et

Le syndicat départemental des salariés de l'agriculture FGA-CFDT ;

L'union départementale CGT-FO ;

L'Agri-CFTC ;

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 44 intitulé : « Frais d'emménagement » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque le salarié est licencié, sans faute grave de sa part ou en cas de fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur, l'employeur supporte l'intégralité de la facture du déménagement. Le présent alinéa s'applique

lorsque l'employeur a assuré les frais d'emménagement dans le logement mis à disposition par l'employeur et uniquement dans ce cas, quelle que soit la date à laquelle intervient le licenciement sans faute grave. »

## **Article 2**

Les présentes dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

## **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 10 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)